

Finances publiques

GRÈVE AU 1^{ER} JOUR DE LA CAMPAGNE DÉCLARATIVE SUR LES REVENUS!

La campagne déclarative sur les revenus est un moment fort pour les agentes et agents des Finances Publiques. Mais cette année encore, cette campagne va se dérouler dans des conditions dégradées pour les agents des Services des Impôts des Particuliers (SIP) et des Centres de contacts des particuliers. Ce sera aussi difficile pour les usagers qui voient année après année, leur service de proximité s'éloigner, voir disparaître.

Face à cette situation, les agentes et agents des Services des impôts des Particuliers du département du Nord se sont mis massivement en grève (42 % de grévistes) en ce premier jour de campagne à l'appel de l'intersyndicale du département. Nombre d'entre eux et elles se sont rassemblés devant leur site pour faire part de leur mécontentement et rendre visible leurs légitimes revendications : sous-effectif et vacance d'emplois, surcharge de travail, restriction des rendez-vous physique des usagers, fermeture de l'accueil au public une journée de plus à partir du 13 avril, mise en place du SIP de demain qui oblige les agentes et agents d'être polyvalents et fait perdre leur technicité...

Lors de cette journée de nombreux élus locaux sont venus apporter leur soutien aux agentes et agents grévistes.

Au-delà de cette journée de grève dans le département du Nord, partout sur le territoire les agentes et agents des Finances Publiques se sont mobilisé-es contre les nouvelles suppressions d'emplois (550 de plus pour 2026 au niveau national) détériorant toujours plus les conditions de travail et rendant très difficile l'exercice des missions d'intérêt général!

Restauration

La grève reconductible au Moulin, une première victoire qui en appelle d'autres!

Par la grève, les salarié-es du site de Valmy ont imposé des mesures satisfaisantes, précises et à échéance en matière de santé et sécurité, qui leur ont permis de reprendre le travail. Si la direction a persisté dans son refus formel de conclure un accord directement avec les grévistes ou leur syndicat SUD, elle a fini par s'engager sur la plupart des mesures réclamées par les grévistes lors de trois réunions de CSE entrecoupées de réunions avec les grévistes. Une certaine idée de la réunionite...

Plusieurs mesures viennent sécuriser le site, les véhicules et le travail de livraison à Valmy : engagement d'un prestataire pour les réparations courantes, renforcement des prestations de maintenance existantes sur les véhicules, kits nominatifs renforcés de matériel de sécurité de livraison et de cuisine, ré-attribution de deux véhicules de secours disponibles et fonctionnels en cas de panne, diagnostic précis de l'ensemble des charrettes et caissons avec calendrier de réparations, mise en place d'un document de suivi de la maintenance par véhicule accessible au prestataire et aux salarié-es, mise à jour du DUERP.

D'autres mesures viennent informer l'ensemble du personnel sur ses droits ainsi que sur les obligations de l'entreprise : communication d'entreprise sur la procédure de signalement et de déclaration des accidents de travail, formation SSCT obligatoire des élu-es CSE.

Sur les comportements managériaux problématiques, et malgré les témoignages accablants transmis, la direction ne propose que la mise en place de groupes de travail, sans s'engager sur des mesures concrètes et immédiates. Concernant les salaires, la direction annonce une redistribution des bénéfices 2025-2026 d'ici fin juin.

Les quelques sujets sur lesquels la direction du Moulin ne présente que des promesses obligent les grévistes et l'ensemble du personnel à rester vigilant-es et mobilisé-es.

La nouvelle section syndicale et les salarié-es du Moulin sortent renforcé-es de cette première mobilisation, au cours de laquelle ils ont pu s'affirmer dans leurs droits et leur dignité, et qui marque une première étape décisive en vue d'une action syndicale de long terme pour de meilleures conditions de travail.

Social

MOBILISATION CONTRE LA FERMETURE DU RELAIS MONTAN



Dans le Tarn, une mobilisation s'organise et prend de l'ampleur face aux menaces qui pèsent sur le Relais de Montans, établissement social qui assure de l'hébergement d'urgence, accueille des personnes en demande d'asile, dispose d'un chantier d'insertion, accompagne des personnes sans domicile nécessitant des soins. Depuis la reprise de l'établissement par le groupe Cités Caritas en 2024, les conditions d'accueil des per-

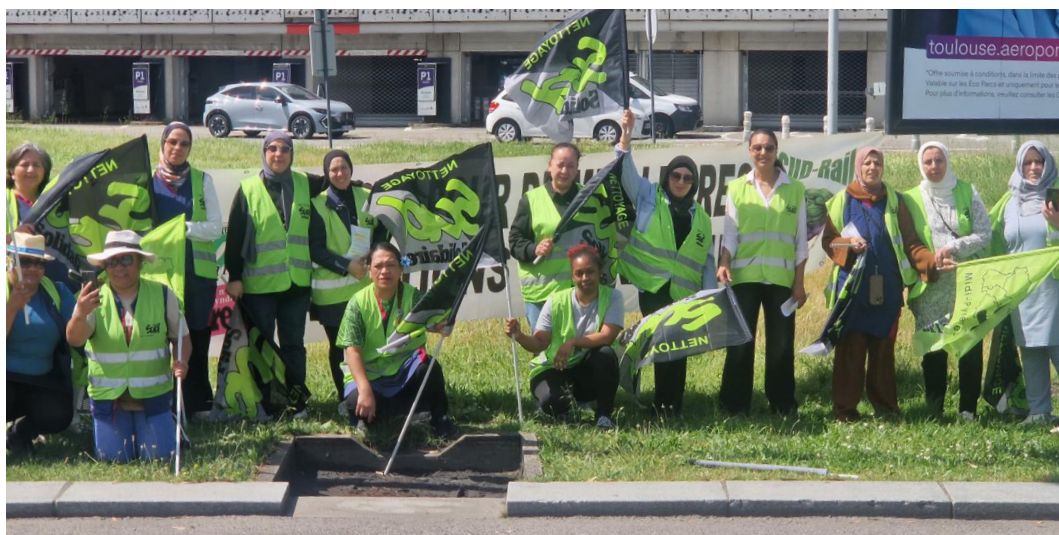
sonnes accompagnées et les conditions de travail des salarié-es se sont fortement dégradées, certains dispositifs ont déjà été fermés. Cités Caritas refuse de financer les travaux de réhabilitation du bâtiment où, depuis sa création en 1983, le Relais de Montans exerce ses missions. Le bâtiment a dû être évacué dans l'urgence en février 2026. Des solutions provisoires sont trouvées dans la précipitation, altérant encore

les conditions de travail et d'accueil. Aucune information n'est communiquée aux salarié-es qui exigent que leur soit transmis le rapport d'expertise sur l'état du bâtiment et que soit réalisée une contre-expertise. Il est à craindre que Cités Caritas cherche à réaliser une simple opération immobilière pour renflouer ses caisses sans se soucier des missions sociales que ce bâtiment rend possible.

Désormais, la menace d'un plan de licenciement se concrétise, annoncé en marge d'un CSE le 07 mai 2026, les modalités devraient être précisées lors d'un prochain CSE, il pourrait concerner les 30 emplois que compte cet établissement social.

La résistance s'organise autour de la section syndicale SUD santé sociaux de l'établissement, avec un large soutien des habitant-es du territoire.

Un premier rassemblement s'est tenu, devant le Relais de Montans, le mardi 05 mai. Une AG de grévistes s'est réunie pour décider des suites et prépare une manifestation à Albi. L'Union syndicale Solidaires Tarn suit le dossier en lien avec l'inspection du travail et apporte tout son soutien aux camarades en lutte.



Nettoyage Grève à l'aéroport de Toulouse

Pour demander la fin du management agressif et après plusieurs tentatives d'alertes, les salariées du nettoyage de l'aéroport de Toulouse ont cessé le travail le 3 Mai. Depuis la Direction d'Onet s'enferme dans la négation du problème. La lutte continue depuis maintenant plus d'un mois. Pour les soutenir :

Automobile

Mobilisation réussie à Renault Villiers-Saint-Frédéric



Depuis l'annonce de la fermeture du site par la direction de Renault lors des Comités Sociaux et Économiques (CSE) du 28 mai 2026, les quelques 800 salariés Renault et prestataires de Villiers-Saint-Frédéric sont sous le choc. L'annonce brutale de la direction, qui prévoit le transfert des équipements industriels dès ce mois de juin et celui des salariés vers les sites du Technocentre, de Lardy et d'Aubevoye à partir d'octobre 2026, ne passe pas.

Mercredi 10 juin, la direction avait programmé un nouveau CSE pour consulter les élus du personnel sur cette fermeture, une obligation légale qui n'est que consultative, mais qui permet à la direction de déclencher la mise en œuvre de la fermeture du site et des transferts. Malgré les mises en garde d'élus de la CFE-CGC, qui leur déconseillaient toute initiative, 70 salariés de VSF se sont retrouvés à partir de 9h devant le bâtiment où se tenait le CSE, aux côtés de militants de SUD et de la CGT du Technocentre.

Plusieurs dizaines ont ensuite pénétré dans la salle où se réunissait le CSE. Ils étaient plus de 160 le midi à l'appel notamment de SUD et de la CGT.

Cette journée de mobilisation a marqué un grand pas dans la prise de conscience et de confiance des salariés dans leurs capacités d'action. C'est une première étape qui appelle d'autres mobilisations et initiatives, notamment à l'occasion des négociations qui doivent commencer sous peu sur les conditions de transfert des salariés.

Que ce soit pour dire non à la fermeture de VSF ou pour obtenir de meilleures conditions de transfert, ce sera collectivement que les salariés pourront faire reculer la direction et faire en sorte qu'elle réponde à leurs questions et revendications.

D'ores et déjà, les salariés de VSF réclament, à juste titre, que ces négociations se tiennent sur le site de Villiers-Saint-Frédéric. À suivre...



La Poste

En lutte contre la fermeture du bureau de Bordeaux Benauge

Ce bureau fait partie d'un quartier qui doit être réhabilité. Pour cela, plusieurs bâtiments vont être détruits dont celui de La Poste.

Et évidemment les dirigeant-es postaux sautent sur l'occasion pour essayer de le liquider.

Pendant la campagne des municipales, SUD PTT 33 a interpellé les candidat-es à la mairie de Bordeaux pour qu'ils prennent leurs responsabilités face à cette fermeture. Les belles paroles étaient de mises. «Ce problème serait une priorité» disaient-ils.... Mais encore une fois les actes ne sont pas au rendez-vous une fois élu...À l'appel de SUD PTT 33 de nombreux-ses habitant-es se sont rendu-es devant le bureau pour montrer leur colère et leur exaspération. Il n'est pas question pour eux caomme pour SUD PTT 33 de laisser ce bureau mourir sans se battre pour maintenir un accès au service public postal. Quartiers riches ou populaires tout le monde à droit à une Poste, une vraie Poste. Il en va de même pour Floirac Dravemont, lui aussi dans un quartier populaire, comme pour les bureaux ruraux. La Poste s'attaque à tout son réseau de bureaux alors qu'encore une fois ses bénéficiés sont au dessus du milliard d'euros!

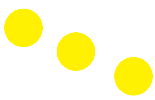
Polyclinique Pau Pyrénées

EN LUTTE CONTRE LE PLAN «SOCIAL» ET POUR L'ACCÈS À LA SANTÉ

Depuis le mois de mai, les salarié-es de la Polyclinique Pau Pyrénées (cliniques Marzet et

Navarre, privé lucratif) sont confronté-es à l'annonce d'un plan de licenciements d'une violence inouïe : 161 emplois supprimés, soit un tiers de l'effectif, des dizaines de CDD non renouvelés, et la fermeture programmée de la maternité, de l'oncologie, des urgences de nuit et des soins de suite. Derrière ce plan «social», le groupe GBNA Santé, propriétaire de l'établissement, organise tout simplement le démantèlement d'une part entière de l'offre de

soins du Béarn pour préserver les profits de ses actionnaires. Après s'être enrichi pendant des années grâce à l'argent de la Sécurité sociale, ce groupe privé veut aujourd'hui faire payer aux salarié-es et à la population les déficits qu'il a lui-même creusés, avec la complicité passive de l'ARS. Face à cette attaque, Sud Santé Sociaux 64 et l'Union Locale Solidaires Béarn sont pleinement engagés dans la riposte. Nous sommes investis



depuis le départ dans le Collectif de défense de la Polyclinique Pau Pyrénées, un cadre unitaire large qui rassemble une vingtaine d'organisations syndicales, associatives et politiques. Dans cet espace et dehors, notre rôle est clair : aider à l'auto-organisation des salarié-es, soutenir leurs initiatives, mettre nos moyens à leur disposition et porter une orientation de lutte. La dynamique est en train de payer. Après plusieurs rassemblements durant le mois de mai, plus de 800 personnes ont défilé samedi 6 juin dans les rues de Pau. Sous la pression, la direction a été contrainte de lâcher de premiers reculs, largement insuffisants, mais qui montrent la force de la mobilisation. Rien n'est gagné, mais la lutte collective a déjà déjoué la stratégie initiale du patron, qui comptait



imposer son plan dans le silence. Pour Sud Solidaires, il faut maintenant aller au bout : zéro licenciement, zéro fermeture de service, remboursement par le groupe GBNA et ses actionnaires des fonds publics perçus, et reprise intégrale des activités,

des bâtiments et des personnels par l'hôpital public. La santé n'est pas une marchandise, et nous n'accepterons jamais que des actionnaires fassent leur beurre sur le dos des soignant-es et des patient-es.
Pas d'économie sur nos vies !

Accompagnant-es d'élèves en situation de handicap (AESH)

LA MOBILISATION POUR LE STATUT CONTINUÉ !

Le 9 juin, une large intersyndicale lançait un appel à mobilisation pour revendiquer un véritable statut pour les AESH (Accompagnantes d'élèves en situation de handicap). SUD éducation a participé activement à cette mobilisation, aux côtés du Sundep et de SUD rural territoires. La journée du 9 juin s'inscrit dans un mouvement continu des AESH pour faire entendre leurs droits, pour obtenir de meilleurs salaires et pour accéder au statut de fonctionnaire. Ces personnels, essentiels à un service public d'éducation égalitaire et inclusif, sont maintenus dans la précarité depuis trop longtemps. Les mobilisations ont obligé le ministère à mettre sur le table la question de leur titularisation, mais les conditions restrictives dans

lesquelles il l'envisage sont inacceptables : seules 20 % des AESH titularisées à hauteur de 36 heures hebdomadaires dont 12 de missions complémentaires. SUD éducation, SUD rural territoires et le Sundep revendiquent la titularisation des AESH dans un corps de fonctionnaire de catégorie B, sans conditions de concours pour les personnels déjà en poste ; nous exigeons encore l'augmentation des salaires, la création d'une grille de rémunération prenant en compte l'ancienneté des agentes, la fin des PIAL/PAS qui ont dégradé les conditions de travail des agentes et un temps plein à hauteur de 24 heures hebdomadaires. Après la journée du 9 juin, d'autres mobilisations se préparent dès la rentrée.

Assistant-es d'éducation (AED) UNE MOBILISATION RÉUSSIE!

Plus de 20% des personnels de vie scolaire étaient en grève le 2 juin, soutenus par une intersyndicale à 8 qui appelait à une journée de mobilisation pour exiger de meilleures conditions de travail et de meilleures rémunérations pour les AED (Assistant-es d'éducation). Le ministère annonce faire du climat scolaire une priorité mais ne donne pas les moyens nécessaires. Les AED, placés en première ligne, en subissent directement les conséquences. Pour SUD éducation il est urgent de créer un statut de la fonction publique pour les personnels AED, de proposer une meil-

leure rémunération, un cadre de gestion académique immédiat, avec une grille de rémunération et une gestion des carrières qui ne soit pas aux mains des chef-fes d'établissement. Il est urgent de permettre à ces personnels d'exercer leurs missions dans des conditions décentes, de mettre fin à la précarité qu'on leur impose, de permettre à tou-te-s d'accéder à un CDI en attendant de les doter du statut de fonctionnaire. Ce sont les revendications que portait SUD éducation lors de la journée de grève du 2 juin, prélude à d'autres mobilisations.

Carrefour Express de Dole

LA MOBILISATION SYNDICALE FACE AUX ATTEINTES AUX DROITS DES SALARIÉS

Mi-mai, la section Sud Commerces et Services est alertée par un salarié du Carrefour Express de Dole. Celui-ci vient d'être mis à pied puis licencié dans des conditions contestées. Il n'a jamais reçu sa convocation à l'entretien préalable, pourtant obligatoire dans le cadre d'une procédure de licenciement.

Face à ce que nous considérons comme de graves irrégularités dans la procédure et à un motif de mise à pied particulièrement flou, nous adressons immédiatement un courrier de contestation à l'employeur. Nos demandes d'explications resteront sans réponse.

La section syndicale décide alors



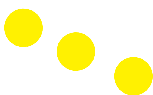
de se mobiliser. Un premier rassemblement de soutien est organisé devant le magasin afin d'affirmer notre solidarité avec le salarié licencié et notre détermination à faire respecter les droits des travailleurs. En parallèle, une procédure prud'homale est engagée.

Notre secrétaire syndical est ensuite mandaté pour récupérer le solde de tout compte du salarié concerné. Une démarche à laquelle l'employeur s'oppose, compliquant l'exercice normal

de l'activité syndicale.

Le 10 juin, la situation prend une nouvelle ampleur lorsqu'un autre salarié entame une grève pour soutenir son collègue licencié mais également pour dénoncer le non-versement de son salaire. La réaction du syndicat est immédiate : trois jours de mobilisation et de soutien sont organisés avant un nouveau rassemblement devant l'enseigne.

Une quinzaine de militantes, militants et soutiens



répondent présents. L'occasion de prendre la parole publiquement, d'échanger avec les riverains et de faire connaître la situation vécue par les salariés de ce magasin.

Au-delà des atteintes aux droits des salariés, plusieurs témoignages font état de conditions de travail dégradées et de pressions exercées sur le personnel concernant la

gestion des produits périmés ou à date dépassée. D'anciens salariés dénoncent également des consignes visant à limiter le retrait de certains produits des rayons ainsi que des pratiques contestées concernant les invendus. Ces témoignages, relayés par la presse locale, interrogent sur les conditions de travail et les méthodes de gestion mises en œuvre au sein de l'établissement.

Cette mobilisation a permis

d'obtenir un premier résultat concret : un accord a été trouvé entre le salarié gréviste et la direction concernant le versement des sommes qui lui étaient dues. Une nouvelle démonstration que lorsque les travailleurs s'organisent collectivement, ils peuvent imposer un rapport de force favorable.

Pour le reste, la bataille continue et se poursuivra devant les prud'hommes.

La solidarité est notre force. Osez lutter, osez vaincre!

ET AUSSI...

STELLANTIS

La manifestation contre la fermeture de Stellantis Poissy a réuni plusieurs centaines de salariés, sous-traitants et soutiens. Après cette mobilisation, les discussions, à l'initiative de SUD Industrie, se poursuivent pour une « action commune à l'intérieur de l'usine ».

BODET TIME & SPORT

Notre camarade Florent, délégué SUD Industrie 44/49 et secrétaire du CSE chez Bodet (Trémentines), est sous le coup d'une procédure de licenciement liée à son activité syndicale. Le rassemblement organisé devant l'entreprise a réuni de nombreux soutiens.

Union
syndicale

Solidaires

**Une lutte
sur votre lieu
de travail ?
Une victoire
obtenue ?
Faites la
connaître.
Écrivez
à : [luttres@
solidaires.org](mailto:luttres@solidaires.org)**